

# La situation s'améliore davantage dans les quartiers éloignés des centres-villes

Insee Analyses La Réunion • n° 78 • Décembre 2022



Au cours de la décennie qui suit la crise économique et financière de 2008, la situation socio-économique de La Réunion progresse. Cette amélioration est la plus marquée dans les quartiers où l'habitat est moins dense qu'ailleurs, en majorité à l'ouest et au sud de l'île. Le niveau de vie des habitants y augmente en effet fortement car ils sont de plus en plus nombreux en emploi, notamment sur des postes de cadre ou de profession intermédiaire. Parallèlement, l'habitat se densifie dans ces quartiers, avec la construction de nombreux immeubles, de logements sociaux en particulier.

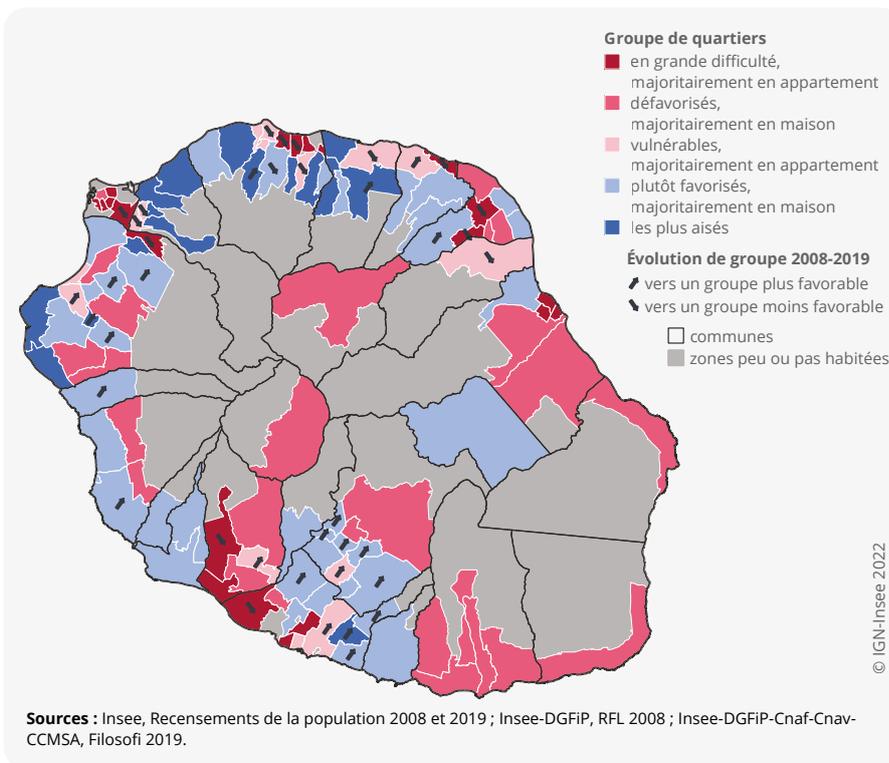
À l'inverse, l'accès à l'emploi s'améliore peu, voire diminue dans certains quartiers. Ainsi, en 2019, neuf quartiers rejoignent le groupe des quartiers identifiés comme en grande difficulté. Au final, les quartiers favorisés et les quartiers en grande difficulté sont plus nombreux qu'il y a dix ans, creusant ainsi les écarts entre les quartiers situés aux deux extrémités de l'échelle des revenus.

La situation socio-économique de La Réunion s'améliore globalement au cours de la décennie qui suit la crise économique et financière de 2008 [Cerom, 2019]. Grâce au déploiement des contrats aidés puis au retour de la croissance économique, l'accès au marché du travail progresse de nouveau à partir de 2012. La pauvreté recule nettement. L'emploi reste bien orienté entre 2020 et 2022, en dépit de la crise sanitaire. Les difficultés d'insertion des jeunes s'en trouvent notamment un peu réduites, grâce aux mesures publiques mises en œuvre pour favoriser l'apprentissage. Malgré ce constat d'amélioration globale, les 114 quartiers réunionnais n'ont pas évolué au même rythme ► **figures 1 et 2**. Cinq groupes de quartiers se distinguent selon le niveau d'emploi et de revenus de leurs habitants ► **encadré**.

## Une amélioration globale, qui bénéficie surtout aux quartiers éloignés des centres-villes

Entre 2008 et 2019, la situation s'améliore davantage pour la population des quartiers dits « défavorisés », comme Vincenzo

### ► 1. Typologie des quartiers en 2019 et trajectoire depuis 2008



En partenariat avec :

ou Salazie ou pour celle des quartiers « plutôt favorisés », tels que Grand Bois à Saint-Pierre ou les Hauts de l'Étang-Salé. Ces quartiers sont plutôt éloignés des centres-villes, dans les Hauts, les mi-pentes ou dans les zones littorales moins urbanisées. Par rapport à 2008, leurs habitantes et habitants sont plus nombreux à occuper un emploi et leurs revenus professionnels progressent donc plus rapidement qu'ailleurs. La population de ces quartiers vit ainsi moins souvent que par le passé sous le **seuil national de bas revenus**, revenus qui intègrent les revenus professionnels ainsi que les indemnités de chômage et les pensions de retraites. Le **taux de bas revenus** y diminue de façon significative sur la période. Une fois pris en compte les prestations sociales et les impôts, l'amélioration est encore plus visible : le **taux de pauvreté** baisse de 2,5 % par an entre 2015 et 2019 ► **figure 3**. La pauvreté y reste néanmoins importante : elle touche 44 % de la population vivant dans les quartiers défavorisés et 33 % de celle vivant dans les quartiers plutôt favorisés.

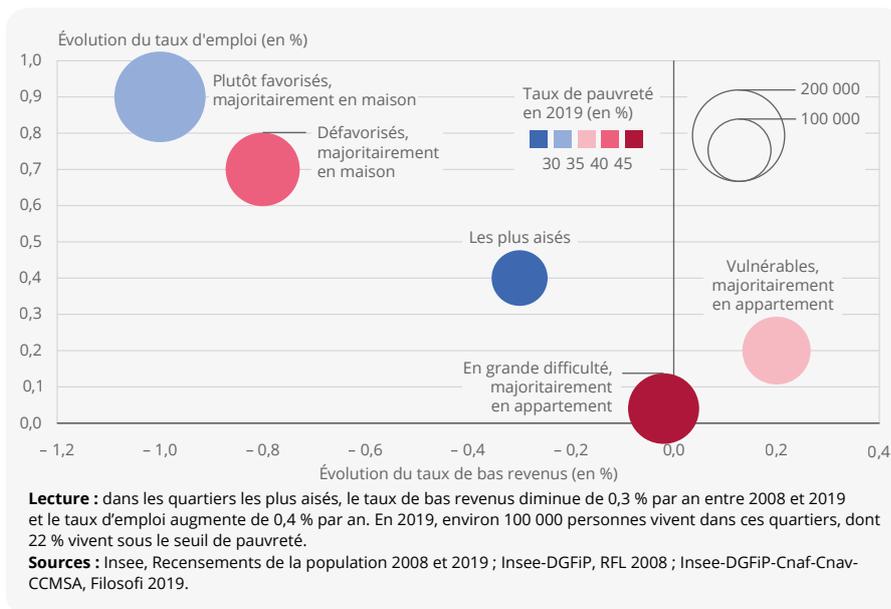
La situation s'améliore plus modérément dans les quartiers les plus aisés tels que La Montagne à Saint-Denis et Saint-Gilles-les Bains. Avec un **taux d'emploi** de 59 % et un taux de pauvreté de 22 % en 2019, leur situation reste toutefois nettement meilleure que celle des autres quartiers, comme en 2008.

En revanche, la situation socio-économique des habitants stagne dans les deux groupes de quartiers qualifiés de « vulnérables » et « en grande difficulté », situés tous deux plus souvent dans les centres urbains. La population vivant sous le seuil de bas revenus ne se réduit pas car l'accès à l'emploi y progresse peu. Dans les quartiers urbains en grande difficulté, 48 % de la population vit sous le **seuil national de pauvreté** en 2019, c'est-à-dire avec moins de 1 100 € par mois pour une personne seule.

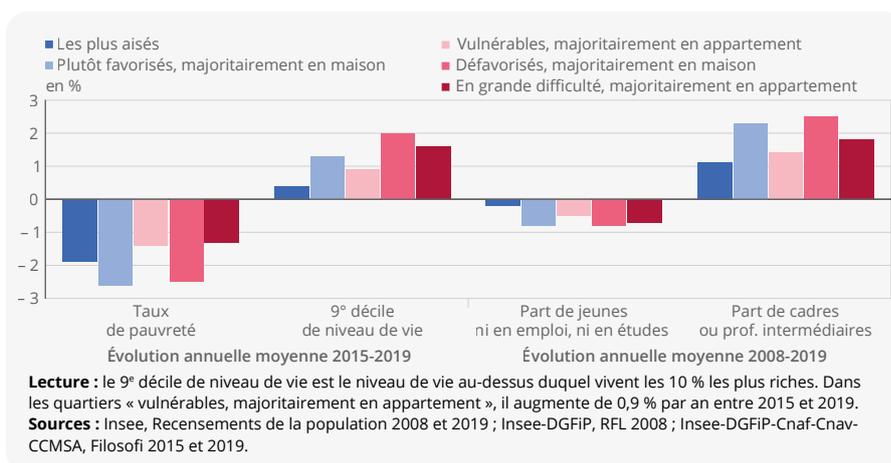
### Des emplois de plus en plus qualifiés partout

Bien que la dynamique de l'emploi soit contrastée selon les quartiers, l'emploi se transforme partout. La population qui travaille occupe plus souvent que par le passé un emploi qualifié, de cadre ou de profession intermédiaire. En conséquence, le **niveau de vie** des catégories les plus riches augmente dans chacun des cinq groupes. À nouveau, la progression est plus marquée pour les habitants des quartiers plutôt éloignés des centres-villes. Dans les quartiers en grande difficulté, plutôt urbains, la hausse du niveau de vie des 10 % les plus riches est elle aussi significative. Leur niveau de vie reste néanmoins bien inférieur à celui des autres groupes.

## ► 2. Évolution annuelle moyenne entre 2008 et 2019 du taux de bas revenus et du taux d'emploi, selon le groupe de quartiers



## ► 3. Évolution annuelle moyenne d'indicateurs de revenus et d'emploi, selon le groupe de quartiers



Dans le même temps, dans chaque groupe, le niveau de vie des populations les plus modestes augmente plus rapidement que celui des plus riches. Ainsi, les inégalités de niveau de vie se réduisent sur la période récente dans tous les groupes de quartiers. Elles restent néanmoins importantes, notamment dans les quartiers les plus aisés : les 10 % les plus riches y disposent d'un niveau de vie au moins 4,8 fois supérieur aux 10 % les plus modestes.

Dans ce contexte, les jeunes s'insèrent un peu moins difficilement dans l'emploi que par le passé, en lien avec l'élévation globale du niveau de diplôme [Jonzo et Seguin, 2022]. La part de jeunes de 16 à 24 ans ni en emploi, ni en études diminue partout, sauf dans les quartiers les plus aisés où elle se situe à un niveau plus faible qu'ailleurs (25 % en 2019 contre 30 % en moyenne). Par ailleurs, les jeunes ni en emploi, ni en études disposent plus souvent que par le passé d'un diplôme qualifiant, au moins égal à un CAP-BEP.

### Une densification de l'habitat qui gagne les quartiers éloignés des centres-villes

En 11 ans, entre 2008 et 2019, la croissance du nombre de logements (+ 1,8 % en moyenne par an, + 60 000 sur la période) est trois fois plus rapide que celle de la population (+ 0,6 % par an, + 53 000 habitants sur la période). La hausse de la population se conjugue en effet à la poursuite de la baisse de la taille des ménages, en lien avec le vieillissement de la population et les modes de cohabitation qui évoluent (mises en couple plus tardives, séparations plus fréquentes, progression du célibat). En particulier, la part de familles monoparentales augmente dans tous les groupes de quartiers, passant de 28 % en 2008 à 33 % en 2019 en moyenne régionale.

Ces nouvelles constructions permettent également de réduire la **suroccupation** : 16 % de personnes vivent encore dans

un logement suroccupé en 2019 contre 22 % en 2008. La suroccupation reste la plus élevée dans les quartiers en grande difficulté : en 2019, elle concerne 25 % de personnes, notamment parce que les familles nombreuses y sont plus fréquentes qu'ailleurs. Cependant, la suroccupation des logements s'est réduite depuis 2008 dans ces quartiers sous l'effet de la hausse du nombre de logements et d'une population stable

► **figure 4.**

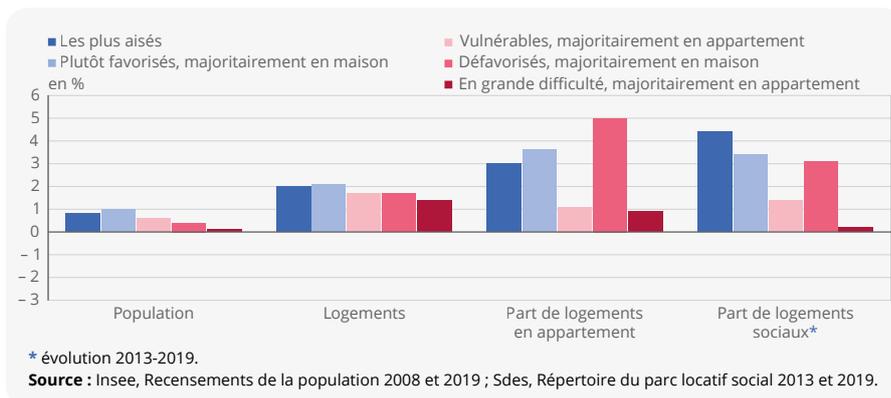
Population et logements augmentent plus rapidement dans les quartiers les plus aisés et dans ceux plutôt favorisés. Dans ces deux groupes de quartiers, ainsi que dans les quartiers « défavorisés », la construction d'immeubles est particulièrement importante. Ainsi, ces quartiers majoritairement excentrés, avec du foncier encore disponible et constitués essentiellement de maisons, se densifient ; il s'agit notamment de logements sociaux dont la part augmente fortement : + 3 % à + 4 % par an entre 2013 et 2019. Ces groupes de quartiers rattrapent ainsi une partie de leur retard par rapport à l'obligation pour les communes de proposer 20 % de logements sociaux (loi Solidarité et renouvellement urbain). Cependant, en 2019, ces quartiers offrent à peine plus de 10 % de logements sociaux, soit bien moins que les quartiers plus urbains : 31 % pour les quartiers dits « vulnérables » et 51 % pour ceux en grande difficulté. Avec la forte croissance de logements sociaux, les locataires sont de plus en plus nombreux, notamment dans les quartiers plutôt éloignés des centres-villes. Dans ces quartiers, les propriétaires restent néanmoins majoritaires.

**De plus en plus de quartiers favorisés et de quartiers en grande difficulté**

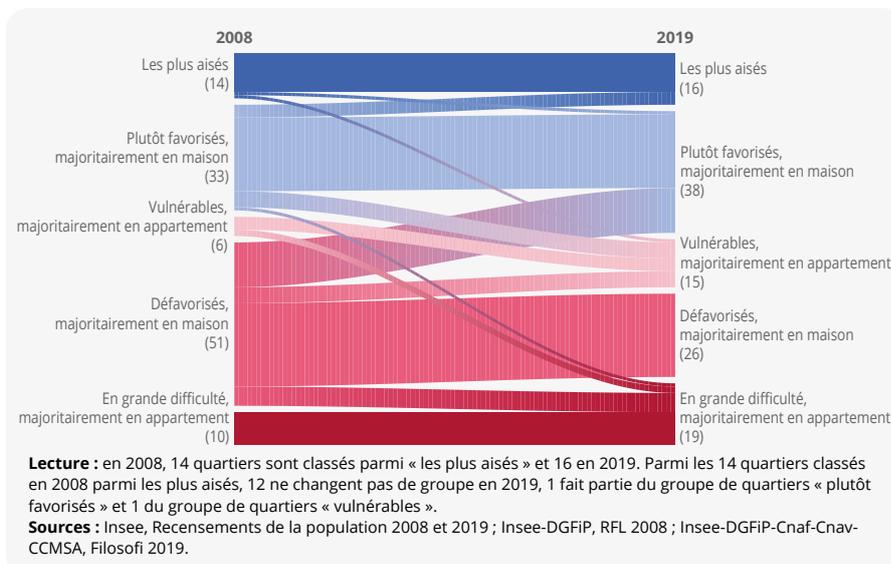
Entre 2008 et 2019, les deux tiers des 114 quartiers ne changent pas de groupe, car la progression en matière d'emploi et de revenus est proche de la moyenne de leur groupe. En revanche, 23 quartiers rejoignent un groupe aux caractéristiques plus favorables grâce à une forte croissance de l'emploi et/ou des revenus de leurs habitants ► **figure 5.** Il s'agit principalement de quartiers qui étaient défavorisés et qui sont désormais toujours excentrés mais plutôt favorisés. Pour 16 autres quartiers, la situation s'améliore au contraire moins rapidement que la moyenne de leur groupe, voire régresse parfois, entraînant un déclassement. Une majorité de ces quartiers (9) font désormais partie des quartiers en grande difficulté, agrandissant ainsi ce groupe.

Au final, les quartiers favorisés et les quartiers en grande difficulté sont plus nombreux qu'il y a dix ans, creusant ainsi les écarts entre les quartiers situés aux deux extrémités de l'échelle des revenus.

► **4. Évolution annuelle moyenne entre 2008 et 2019 d'indicateurs démographiques, selon le groupe de quartiers**



► **5. Trajectoire des quartiers entre 2008 et 2019, selon le groupe de quartiers**



**De fortes améliorations au sud et à l'ouest**

Les quartiers où la situation socio-économique s'améliore sont situés en majorité au Tampon, à Saint-Pierre, à Saint-Paul et à Trois-Bassins. Leur dynamique économique favorable se conjugue à la mise en service de la route des Tamarins en 2009, qui a désenclavé le sud-ouest de l'île et permis à ses habitants de rechercher un emploi plus éloigné de leur lieu de résidence. La plupart passent ainsi du groupe de quartiers « défavorisés » à celui des « plutôt favorisés ».

Les quartiers de Montvert les Hauts à Saint-Pierre et de Tan Rouge à Saint-Paul font partie des quartiers où la situation progresse le plus. La part de cadres et de professions intermédiaires augmente en effet deux fois plus rapidement dans ces quartiers de Saint-Pierre et de Saint-Paul qu'en moyenne. Une partie de leurs habitants ont pu trouver un emploi qualifié, mais ces quartiers ont pu aussi attirer des habitants plus qualifiés qu'ailleurs.

Plusieurs quartiers du nord de l'île voient également leur situation socio-économique s'améliorer très nettement : La Ressource - Terrain Élixa à Sainte-Marie avec la création *ex nihilo* du quartier de Beauséjour qui accueille une population davantage en emploi que la moyenne, Les Jacques - Bel Air à Sainte-Suzanne, où les déménagements sont plus nombreux qu'ailleurs, et Bellepierre - Le Brûlé à Saint-Denis. Dans l'est, la situation s'améliore aussi nettement dans le quartier du Bras des Chevrettes à Saint-André.

**Neuf quartiers de plus en grande difficulté**

En 2019, 19 des 114 quartiers réunionnais sont en grande difficulté, soit 9 de plus qu'en 2008. Dans 2 de ces nouveaux quartiers très précaires, à ZI - Rivière des Galets au Port et à Ravine Blanche - Pierrefonds à Saint-Pierre, la situation socio-économique ne s'améliore pas suffisamment pour permettre à ces quartiers de rester dans le groupe dans lequel ils étaient classés en 2008. Les niveaux d'emploi et de revenus professionnels diminuent même pour les habitants des 7 autres

quartiers. Néanmoins, entre 2015 et 2019, la pauvreté se réduit dans ces 9 quartiers, sauf au Butor-Vauban- Camélias à Saint-Denis. L'évolution de la situation de Mille Roches-Rivière du Mât les Hauts à Saint-André se démarque : ce quartier en pleine mutation, avec la construction de nombreux logements, principalement sociaux, est désormais en grande difficulté alors qu'il était classé en 2008 parmi les quartiers « plutôt favorisés ».

La situation de grande précarité perdue entre 2008 et 2019 pour 10 autres quartiers. Pour certains, comme Beaufond à Saint-Benoît et Basse-Terre à Saint-Pierre, l'accès à l'emploi ne progresse pas suffisamment pour qu'ils quittent le groupe des quartiers en grande difficulté. Pour d'autres, il ne s'améliore pas ou même régresse comme pour le centre de Saint-Benoît. Ce dernier fait partie des rares quartiers où la pauvreté augmente entre 2015 et 2019.

Dans ces quartiers en grande difficulté, seulement 38 % de la population travaille, et 32 % des jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, malgré la proximité des principaux pôles d'emploi et des établissements de formation [Grangé et Merceron, 2020]. Ces quartiers sont en moyenne plus jeunes que les autres : 40 % de leurs habitants ont moins de 25 ans contre 33 % dans les quartiers les plus aisés. Les familles nombreuses et monoparentales y sont surreprésentées : 13 % des familles comprennent au moins trois enfants et 46 % sont composées de parents isolés. Les originaires de la zone océan Indien habitent de plus en plus souvent dans ces quartiers. En 2019, 10 % des habitants sont nés à Madagascar, à Mayotte, aux Comores ou à Maurice, contre 8 % en 2008 [Insee, 2022]. Ces quartiers hébergent les deux tiers de la population vivant dans les quartiers de la politique de la ville.

Dans d'autres quartiers, concentrés au nord de l'île, les niveaux de revenus ou d'emplois n'évoluent pas favorablement, empêchant ainsi ces quartiers de rester dans leur groupe d'origine. Il s'agit du Moufia, de Montgaillard-La Providence et du centre de Saint-Denis, du centre de Sainte-Marie, de la ZAC Saint-Laurent et la Rivière des Galets

### ► Pour comprendre

Pour obtenir une typologie des 114 grands quartiers en cinq groupes, des regroupements homogènes ont été opérés via une méthode statistique de classification, dite « classification ascendante hiérarchique », à partir des données de 2019. Les données 2008 des grands quartiers ont été considérées comme des individus supplémentaires afin d'en déduire leur groupe d'appartenance à la typologie ainsi constituée.

### ► Encadré – Typologie des grands quartiers

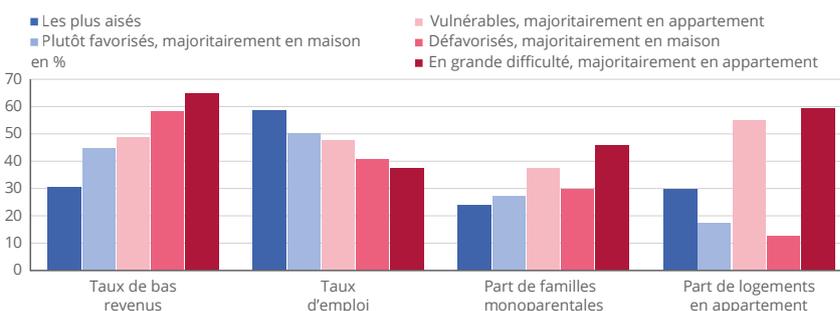
C'est à l'échelle des « grands quartiers » que l'étude se place pour réaliser une analyse géographique fine de l'évolution socio-économique de La Réunion entre 2008 et 2019. Il s'agit d'un regroupement d'Iris (quartier d'environ 2 000 habitants) qui permet de découper le territoire en conservant une bonne fiabilité des données. Parmi les 130 grands quartiers de La Réunion, certains, trop petits, ont été regroupés tandis que d'autres, trop grands, ont été redécoupés (à Saint-Denis, Saint-Benoît et Saint-Louis). L'analyse porte au final sur 114 « grands quartiers ». Ce découpage géographique est le même que celui utilisé dans l'étude de la cartographie de la pauvreté à La Réunion publiée en octobre 2018 [Besson, 2018].

Pour l'étude, les 114 quartiers ont été répartis en cinq groupes, aux caractéristiques homogènes, à partir d'une méthode statistique de classification basée sur le taux de bas revenus, le taux d'emploi et la part de familles monoparentales, données disponibles pour 2008 et 2019 au niveau des Iris

► pour comprendre.

Par ailleurs, les libellés des groupes de quartiers intègrent la caractérisation du bâti, afin de distinguer les populations qui vivent plutôt en appartement de celles qui vivent plutôt en maison ► figure.

### ► Profil des 5 groupes de quartiers en 2019



Sources : Insee, Recensement de la population 2019 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Filosofi 2019.

à La Possession ainsi que Bras-Panon. La pauvreté y diminue néanmoins, excepté à Montgaillard-La Providence et à Rivière des Galets où elle stagne. Dans ces deux quartiers, les déménagements ont été plus nombreux qu'ailleurs, entraînant un renouvellement de la population. ●

Marina Robin, Insee

Retrouvez plus de données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### ► Pour en savoir plus

- Insee, « Vidéo – Emploi, revenus et logements dans les quartiers de La Réunion de 2008 à 2019 », *Chaîne YouTube de l'Insee*, décembre 2022.
- Dehon M., « Devenir pauvre, le rester ou sortir de la pauvreté entre 2015 et 2018 : à La Réunion, 20 % des adultes sont pauvres durablement », *Insee Analyses La Réunion* n° 73, août 2022.
- Robin M., « Pauvreté à La Réunion : deux approches complémentaires », *Insee Analyses La Réunion* n° 71, juillet 2022.

### ► Définitions

Le **taux de bas revenus** correspond à la part de la population sous le **seuil national de bas revenus**, fixé à 60 % du revenu déclaré médian métropolitain par unité de consommation (UC). Les UC permettent de comparer les revenus des ménages de tailles et de compositions différentes. Le premier adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 UC, les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC. Le revenu déclaré correspond aux ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Le concept de revenu déclaré retenu dans Filosofi est un peu différent de celui de l'ancien dispositif Revenus Fiscaux Localisés (RFL) : les revenus d'assurance-vie sont désormais exclus du revenu déclaré, car il s'agit de revenus exceptionnels.

Le **taux d'emploi** est le rapport entre le nombre de personnes en emploi et la population en âge de travailler (15-64 ans).

Le **niveau de vie** correspond au revenu disponible du ménage rapporté au nombre d'UC. Le revenu disponible comprend le revenu déclaré, les revenus du patrimoine et les prestations sociales, nets des impôts directs.

Le **taux de pauvreté** correspond à la part de la population sous le **seuil national de pauvreté monétaire**, fixé à 60 % du niveau de vie métropolitain.

La **suroccupation** est une situation d'un logement disposant d'une ou plusieurs pièces en moins par rapport à une convention définie selon la composition familiale de ses occupants.

